

tout en son pouvoir pour que l'option soit prise.

Qu'on ajoute à cela l'augmentation des exportations de bestiaux,—elles s'élèvent à environ 50 millions de dollars,—l'augmentation des ventes de blé, attribuables en très grande partie à ce que le contribuable canadien a financé plus d'exportations de blé cette année que jamais auparavant, et la valeur des avions exportés,—laquelle est passée de 21 millions de dollars en 1957 à 100 millions de dollars en 1958,—cela étant attribuable encore une fois, je suppose,—et le ministre voudra bien me reprendre si je fais erreur,—en grande partie aux envois d'avions en Europe aux termes du plan d'assistance mutuelle, lesquels envois sont également financés non pas par l'importateur mais par le contribuable canadien,—et l'on constatera que ces seules sources que je viens de mentionner révèlent une augmentation de 330 millions de dollars dans notre commerce d'exportation. Je dois dire que, sans cette augmentation, nous serions en mauvaise posture.

Récemment le ministre des Finances et le ministre du Commerce ont fait des déclarations pompeuses à propos de la diminution de notre déficit commercial en 1958, notamment à l'égard des États-Unis. Ils ne nous ont pas donné de raison spéciale de cette diminution, ni précisé comment elle s'est produite; je suis donc heureux de pouvoir combler cette lacune en ce moment. Sans pareille explication, nombre de gens, se fiant aux promesses électorales, auront pensé sans doute que cette réduction de notre balance commerciale défavorable à l'égard des États-Unis était attribuable à la politique du gouvernement. La véritable explication est évidemment très claire. D'abord, la diminution de notre déficit commercial n'est pas attribuable à l'expansion de notre commerce. Elle vient de ce que nos importations ont diminué beaucoup plus que nos exportations. Nos importations ont baissé pendant les neuf premiers mois de 1958,—et si j'en juge d'après les chiffres portés à notre connaissance aujourd'hui et qui portent cette période jusqu'à 11 mois, la situation reste inchangée; les chiffres indiquent que la diminution s'établit à 11.3 p. 100, alors que la diminution de nos exportations était très réduite. Notre balance défavorable à l'égard des États-Unis a été réduite à cause, et seulement à cause, de ce fait.

Il est intéressant de constater la façon dont cette réduction des importations se répartit entre nos divers marchés. D'après le Bureau fédéral de la statistique, les importations en provenance des États-Unis ont diminué de

près de 15 p. 100. Serait-ce là une diminution causée par la réorientation, la réorientation malencontreuse et mal avisée que le premier ministre nous avait déjà promise? Je ne le crois pas, et les chiffres le prouvent. Dans le troisième trimestre de 1958, les importations en provenance du Royaume-Uni ont baissé de 7.6 p. 100 et, dans les premiers neuf mois, elles étaient inférieures de 1 p. 100 à celles de 1957. Les importations provenant du Commonwealth ont baissé de 15 p. 100 dans les neuf premiers mois de 1958 et de 20.8 p. 100 dans le troisième trimestre. C'est étrange! Nous avons distrait des États-Unis 15 p. 100 de nos importations. Nous ne les avons pas fait venir du Commonwealth, car les pays du Commonwealth en ont livré 15 p. 100 de moins, pour être exact 14.4 p. 100.

Dans quels pays nos importations ont-elles augmenté le plus? En Arabie et au Japon; du pétrole d'Arabie et des textiles du Japon. C'est le seul groupe de pays qui aient augmenté leurs ventes au Canada, et l'amélioration de leur situation est très impressionnante, c'est vrai. Était-ce dans cette direction, vers le Japon et l'Arabie, que la prétendue réorientation des échanges était censée s'opérer? Et si nous avons abandonné 15 p. 100 de nos importations en provenance des États-Unis, ce qui a aidé à réduire notre déficit commercial, avons-nous reçu plus d'importations du Royaume-Uni? Non! Et les États-Unis en ont-ils reçu davantage? Les chiffres qui ont été publiés il y a une semaine environ montrent que les importations américaines en provenance du Royaume-Uni ont augmenté d'environ 15 p. 100. Quel étrange résultat nous fournit la politique de déviation des échanges, appliquée par le présent gouvernement!

Je crois que tout cela me permet de dire que la politique commerciale du gouvernement, comme certains autres aspects de sa politique, est indécise, incertaine; et rien ne le démontre mieux que la façon dont ce chiffre de 15 p. 100 s'est établi. Ce qui l'a démontré aussi, c'est la politique douanière du gouvernement. Au cours de la dernière session, le gouvernement s'est orienté vers une plus grande protection tarifaire. Certains tarifs douaniers ont augmenté, en particulier sur les lainages, notre principal article d'importation du Royaume-Uni, pour démontrer, sans doute, que l'on avait abandonné la politique de déviation. De plus, on a apporté à la loi sur les douanes des modifications importantes qui ont conféré au cabinet et au ministre du Revenu national de vastes pouvoirs arbitraires pour établir et augmenter, aux fins des droits de douane, l'évaluation des marchandises importées.